

FRA 1110 A

B

TENDANCES

INSEE-BIBC



30000313131

N° 9 (cahier vert)

du 1er janvier 1984

NOTE DE
SYNTHESE

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

L'ANNÉE 1983

C 2

(Collection N° 2)



institut national de la statistique et des études économiques

TENDANCES

de la conjoncture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE / MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET /
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Directeur général :
M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris CEDEX 14 /
Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier,
Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

SOMMAIRE

FÉVRIER 1984

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 17 février 1984)

L'ANNÉE 1983

VUE D'ENSEMBLE Page 3

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL Page 9

II. LA POLITIQUE CONJONCTURELLE EN 1983 Page 13

1. Politique budgétaire
2. Politique monétaire

III. LES PRIX ET LES SALAIRES Page 27

1. Le constat
2. Les effets de la politique des prix et des revenus

IV. LES REVENUS ET LA DEMANDE DES ENTREPRISES Page 39

1. Les résultats des entreprises
2. La formation brute de capital fixe des entreprises
3. La formation de stocks

V. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES Page 49

1. Les revenus des ménages
2. La consommation
3. Le placement des épargnes
4. Les déterminants du partage consommation-épargne

VI. LA PRODUCTION ET L'EMPLOI Page 61

1. La production
2. L'emploi

VII. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS Page 73

1. Les échanges de produits manufacturés
2. Les autres échanges de marchandises
3. Les invisibles
4. Le solde des paiements courants et son financement

ANNEXE : Retour sur les prévisions effectuées en 1983 Page 89

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 12 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 22 mars 1984
- Le N° 10 du cahier 2 (vert) paraîtra le 24 mai 1984

TENDANCES DE LA CONJONCTURE, 8 numéros par an (2 cahiers trimestriels : graphiques sur dix et vingt ans) plusieurs suppléments (synthèses conjoncturelles, tableau de bord mensuel, lettre bimensuelle), est diffusé par le département de la diffusion de l'I.N.S.E.E. (chef du département : M. Guy NEYRET) / Maquette : Claude CAVORY Conception de la série 1981 : Jean BROIZAT et le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. / Chef de la section "Tendances" : M. CHAUVET / ABONNEMENT 1 AN : France, 420 F ; étranger : 510 F ; bulletin d'abonnement en dernière page de couverture.

Avertissement

Cette note analyse le mouvement conjoncturel de l'économie française en 1983. Comme toutes les notes de début d'année, elle ne comporte pas de partie prévisionnelle détaillée, mais se contente d'actualiser la note de décembre au vu des dernières informations disponibles. Pour l'essentiel, en effet les perspectives économiques pour le premier semestre 1984 restent celles que décrit la note de conjoncture de décembre 1983.

Les comptes nationaux sur lesquels repose l'analyse sont provisoires en ce qui concerne le quatrième trimestre 1983 (voir Informations Rapides série F n° 31 du 15 février 1984) : les informations conjoncturelles sur la fin de l'année 1983 ne sont pas toutes encore disponibles. On rappelle que les comptes nationaux trimestriels en volume sont évalués aux prix de l'année 1970.

Conventions.

GA : glissement annuel mesuré du quatrième trimestre de l'année $n-1$ au quatrième trimestre de l'année n .

Sauf indication contraire, ce glissement est calculé à partir du niveau moyen des quatrième trimestres.

MA : moyenne annuelle

Source : la provenance des chiffres portés dans les tableaux est indiquée au bas de ceux-ci, lorsqu'il ne s'agit pas de données issues des comptes nationaux trimestriels.

* : les estimations sont signalées par un astérique.

Le Service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion possible des informations et études qu'il publie. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations et références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur la nature et la source des hypothèses et raisonnements qui sous-tendent le diagnostic économique.

1. L'année 1983

A l'orée de l'année 1983, l'économie française était confrontée à divers problèmes : rythme de hausse des prix plus élevé en France qu'à l'étranger, persistance de forts déficits extérieurs, tendance à l'accroissement du besoin de financement des administrations, dégradation de la situation financière des entreprises, enfin niveau élevé du chômage. Les effets conjugués d'un environnement extérieur favorable et d'une politique économique active permettent d'atteindre fin 1983 l'équilibre de la balance commerciale et de maîtriser les dépenses sociales. La situation des entreprises semble s'améliorer. Des procédures nouvelles de fixation des prix et des salaires ont été mises en place, la décélération des prix étant toutefois moins forte qu'escomptée. Enfin, malgré le caractère rigoureux de la politique budgétaire, la reprise de la demande mondiale permet une légère progression de la production qui ne suffit cependant pas à éviter une détérioration de la situation du marché du travail.

La France, comme les autres pays, bénéficie au début de l'année 1983 de la baisse du cours du pétrole en dollars. Mais le réajustement de parité de mars, et surtout ultérieurement la hausse du dollar, en ont réduit les effets sur les prix français. D'autre part, une politique active des prix et des revenus fait suite au blocage intervenu de juillet à octobre 1982 ; au total depuis un an et demi, l'action du gouvernement se traduit par une moindre hausse du taux de salaire nominal (l'effet serait d'environ 4,3 % fin 1983) et des prix à la production (entre 1,5 % et 2 % fin 1983). Cet effet est acquis pour l'essentiel au deuxième semestre 1982 et l'action des pouvoirs publics permet d'en préserver une bonne part en 1983. Aussi la comparaison des glissements des prix de détail en 1982 (9,7 %) et en 1983 (9,3 %) n'est pas directement interprétable. Le blocage freine l'évolution de 1982 mais des effets de rattrapage gonflent celle de 1983. En fait depuis la mi-1982, on peut estimer que l'impact de la baisse du prix du pétrole sur les prix de détail en France est d'environ 1,0 % auquel il faut ajouter celui de l'action des pouvoirs publics (environ 1,2 %).

Grâce à la baisse du prix du pétrole, la hausse des prix s'est également ralentie à l'étranger. Les gains de compétitivité enregistrés cette année viennent pour l'essentiel du réajustement des parités de mars et de la hausse du dollar au deuxième semestre. Compte tenu des délais avec lesquels les volumes réagissent aux mouvements des prix relatifs, les gains de compétitivité des trois dernières années expliquent environ la moitié du redressement du taux de couverture en volume des échanges de produits

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois (aux prix de l'année 1970)

Taux de croissance trimestriel

	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
PIB marchand	0,1	0,8	-0,7	0,8	1,0	1,9	-0,4	-0,5	-0,3	0,6	0,5	0,5
dont : V.A. Industrielle	-0,7	0,7	-1,3	0,8	-0,5	-0,1	0,7	0,5	0,8	0,1	2,1	1,7
dont : V.A. non industrielle	0,5	0,8	-0,4	0,8	1,7	2,9	-1,1	0,8	-0,9	0,9	-0,3	-0,1
Importations	-1,4	3,8	-1,9	0,2	0,6	4,8	2,1	-5,0	-1,8	6,1	1,1	-1,0
Total des ressources	-0,2	1,4	-0,9	0,6	0,9	2,5	0,1	-0,7	-0,6	1,7	0,6	0,2
Cons. March. ménages	1,5	0,9	-0,2	0,9	3,1	3,3	-0,2	0,4	-0,5	0,8	0,4	0,8
Cons. nette des APU	1,3	1,7	-0,5	-0,2	2,4	5,0	0,8	-1,4	0,5	-0,6	-0,7	-0,1
FBCF totale	0,8	1,5	-0,8	-1,7	-0,2	1,2	1,3	-3,3	-0,4	0,6	-1,8	-2,6
dont : SQS et EI	2,3	2,3	-0,4	-1,9	2,3	3,3	2,6	-4,4	1,4	1,6	1,0	-0,8
Ménages hors E.I.	-2,5	-1,6	-3,3	-2,0	-9,1	-6,6	-1,5	-1,2	-2,2	-2,2	-6,9	-7,4
Exportations	-5,3	-3,0	2,5	3,7	-2,4	-3,7	-5,0	3,1	3,0	2,4	3,3	2,5
Emplois hors stocks	-0,1	0,3	0,2	0,9	1,3	1,5	-0,9	0,2	0,2	1,0	0,5	0,5
Variations de stocks (en milliards de francs 70)	2,5	6,3	2,5	1,7	13,1	13,1	5,1	2,3	-0,3	1,9	9,0	9,0

Produits manufacturés : équilibre ressources-emplois (aux prix de l'année 1970)

Taux de croissance trimestriel

	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
Production effective	-0,1	1,0	-1,3	1,0	0,6	0,7	0,3	0,2	0,9	0,2	1,7	1,4
dont : valeur ajoutée	-0,0	1,1	-1,3	1,1	1,0	0,8	0,2	0,1	1,1	0,3	1,7	1,5
dont : cons. intermédiaire	-0,2	0,9	-1,3	0,8	0,2	0,6	0,4	0,3	0,8	0,2	1,7	1,3
Production distribuée	-0,1	1,0	-1,2	1,0	0,7	0,8	0,3	0,2	0,9	0,2	1,7	1,4
Importations	-1,1	5,6	-2,4	-0,3	1,5	7,1	2,9	-5,9	-2,2	6,7	1,0	-1,3
Droits de Douane	-1,2	5,9	-1,8	-0,3	2,5	8,3	3,0	-6,0	-2,1	6,6	1,0	-0,8
TVA/Produits	2,0	1,8	0,3	1,1	5,3	5,7	-0,9	-1,3	-0,4	0,5	-2,3	-0,6
Marges commerciales	1,6	1,8	-0,9	1,2	3,7	3,9	-1,0	-1,3	-1,0	0,7	-2,7	-1,4
Total des ressources	-0,0	2,2	-1,3	0,7	1,5	2,8	0,7	-1,5	-0,1	1,7	0,7	0,3
Empl. Intern. Prod.	-0,2	0,6	-0,9	0,8	0,3	0,7	0,1	0,4	0,2	0,4	1,1	0,9
Consommation des ménages	2,2	1,3	-0,7	1,9	4,9	5,2	-2,4	-1,1	-1,0	0,7	-3,9	-2,1
Consommation APU	3,3	2,7	1,6	0,5	8,3	10,6	-0,3	-0,6	-0,5	-0,1	-1,5	0,8
FBCF totale	3,5	4,2	0,3	-2,0	6,1	6,4	3,3	-5,6	1,0	1,9	0,4	-0,4
dont SQS et EI	4,0	3,8	-0,3	-2,3	5,2	5,7	3,8	-6,1	2,3	1,8	1,6	-0,3
Exportations	-5,3	-1,6	2,9	0,8	-3,3	-3,9	-3,8	3,9	1,9	1,7	3,5	2,1
Emplois hors stocks	-0,1	0,9	0,2	0,7	1,6	1,9	-1,0	-0,1	0,3	0,9	0,1	0,2
Variations des stocks (en milliards de francs 1970)	2,3	5,3	1,9	1,8	11,3	11,3	5,6	2,4	1,5	3,2	12,7	12,7

manufacturés en 1983. La croissance plus vive de la demande à l'étranger qu'en France est à l'origine du reste. Compte tenu la progression des termes de l'échange, le solde des produits manufacturés se redresse de 30 milliards en 1983. La réduction des quantités de pétrole importées permet d'alléger la facture énergétique de 10 milliards de francs. Au total le déficit commercial en valeur se réduit de plus de moitié : en fin d'année la balance commerciale est pratiquement en équilibre.

Les mesures restrictives qui ont permis de maîtriser les déficits publics, ont touché les ménages plus que les entreprises. La progression très faible du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire, la poursuite de la réduction des effectifs, l'accroissement des impôts et des cotisations sociales, le ralentissement marqué de la croissance des prestations sociales se conjuguent pour expliquer une baisse de l'ordre de 0,7 % en moyenne annuelle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages en 1983. La réduction du taux d'épargne permet une légère progression du volume de la consommation des ménages.

En revanche la situation des entreprises semble connaître une amélioration par rapport au niveau dégradé de la fin 1982. Le ralentissement de la progression des prix des biens intermédiaires importés en est le facteur essentiel. Il profite davantage aux secteurs industriels qui bénéficient par ailleurs de forts gains de productivité. Cette amélioration n'empêche pas une réduction de la formation brute de capital fixe des entreprises en 1983 qui s'explique par des coupes dans les programmes d'investissement du secteur public et par une prévision trop pessimiste de l'évolution de la demande étrangère en début d'année. Toutefois des signes de redressement apparaissent en fin d'année.

Si en moyenne annuelle la demande interne hors stocks est stable en 1983, la variation de stocks se réduit fortement au travers d'une évolution heurtée au trimestre le trimestre. On assiste en particulier à un fort stockage en début d'année, lié aux anticipations de dévaluation, suivi d'un ajustement en baisse. C'est donc l'évolution de nos échanges extérieurs qui explique la légère progression du PIB marchand aux prix de 1970 (+ 0,5 % en moyenne annuelle comme en glissement). Ce mouvement recouvre une augmentation modérée de la production industrielle (de l'ordre de 2 % en glissement), une faible baisse ailleurs qui provient en particulier d'une diminution de la production agricole après la récolte exceptionnelle de 1982.

Le ralentissement de la croissance des effectifs dans les secteurs non industriels, la poursuite de la baisse dans l'industrie induisent une réduction du nombre d'emplois occupés de l'ordre de 200 000 au cours de l'année 1983. La situation du marché du travail se détériore. Toutefois, compte tenu des mesures spécifiques de la politique de l'emploi, la croissance des demandes d'emploi en fin de mois est limitée à 96 000 en 1983. Leur niveau atteint 2 120 000 en fin de période.

2. Perspectives pour l'année 1984

Une prévision détaillée et argumentée du premier semestre 1984 a été présentée dans la note "Situation et Perspectives de l'Economie Française" publiée le 19 décembre 1983.

L'objet de ce paragraphe est d'examiner dans quelle mesure les informations parvenues depuis cette date, et plus particulièrement les enquêtes de conjoncture récentes, amènent à nuancer cette prévision.

En ce qui concerne la demande intérieure et la production, les perspectives que l'on peut tracer aujourd'hui ne sont pas sensiblement différentes de celles de décembre car l'élément le plus important, la consommation des ménages, devrait stagner comme prévu, en raison de la légère baisse toujours attendue du pouvoir d'achat du revenu disponible brut ; en particulier, les achats de produits manufacturés, après une pointe en fin 1983, reculeraient à nouveau.

Pour la demande étrangère, qui a beaucoup soutenu l'activité intérieure au cours des trois derniers trimestres de 1983, les industriels interrogés en janvier attendent maintenant une stabilisation ; elle devrait entraîner celle de nos exportations, notre situation de compétitivité rendant vraisemblable un arrêt de la croissance de nos parts de marché. Ainsi la prévision de décembre d'une production globalement "étale" sur le premier semestre apparaît encore comme très vraisemblable ; toutefois selon les chefs d'entreprise des légères baisses pourraient intervenir pour les biens d'équipement et l'automobile. La stabilisation probable de la production interviendrait toutefois à un niveau un peu supérieur à celui qui avait été envisagé, l'acquis en fin 1983 étant un peu plus fort que prévu. Dans la mesure où les stocks de produits finis dans l'industrie et les stocks des commerçants sont revenus à des niveaux normaux, une évolution nettement récessive ne pourrait provenir que d'une forte contraction de la consommation des ménages, par la constitution d'une épargne de précaution due à une vive inquiétude devant la dégradation de l'emploi. Ce mouvement paraît peu probable.

L'évolution des stocks peut susciter des interrogations, la reconstitution de stocks de matières premières à la fin 1983 n'étant pas parfaitement expliquée ; toutefois les stocks ne devraient guère influencer la croissance au premier semestre 1984, sauf si apparaissaient de fortes anticipations de variation de change. De telles anticipations pourraient également modifier le solde extérieur ; sinon celui-ci se maintiendrait comme prévu à un niveau légèrement déficitaire, le recul par rapport à la fin 1983 étant essentiellement dû à un fléchissement des exportations agricoles, et à un arrêt du déstockage de produits pétroliers.

L'emploi continuerait de diminuer : les informations des enquêtes de conjoncture sur ce point ne marquent pas d'amélioration : la baisse des effectifs s'accélère un peu dans

l'industrie ; elle reste très rapide dans le bâtiment et les travaux publics malgré une amélioration passagère de l'activité.

Enfin, en ce qui concerne les évolutions nominales, la tendance annoncée à la décélération est confirmée par les informations récentes : les perspectives de salaires sont très modérées, les marges réalisées à l'exportation permettent aux industriels de limiter les hausses sur le marché intérieur. Ainsi l'augmentation des prix de détail sur le premier semestre serait très voisine des 3.8 % annoncés, voire légèrement inférieure en raison de la décélération des prix alimentaires. L'écart d'inflation avec les pays étrangers se réduirait sensiblement.



La demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France

C.V.S., indices base 100 en 1980

